

quer le peuple le mieux doué se démoralise; et le premier faiseur de motions venu acquiert dans ces assemblées un crédit incompatible avec la vraie liberté dans la cité. Assurément, le partage du domaine était un remède salutaire, et le Sénat encourait un double blâme, en négligeant, par des mesures spontanément prises, d'ôter tout prétexte à la plus redoutable des agitations. Mais quand Gaius Flaminius alla, en 522, porter devant le peuple sa motion du partage du domaine dans le Picenum, il fit plus de mal à la République en s'engageant dans cette route nouvelle, qu'il ne lui fit de bien en atteignant son but. Déjà, 250 ans avant, Spurius Cassius avait demandé la même chose (II, p. 271): mais quelque semblables que fussent les deux motions dans leur teneur littérale, elles différaient grandement au fond. Cassius déférait une question d'intérêt public à la cité active, vivant et se gouvernant par elle-même: Flaminius, au sein d'un grand gouvernement, déférait une question capitale à la décision d'une simple assemblée primaire.

Nullité politique  
des comices.

Dans le parti réformiste aussi bien que dans le parti gouvernemental, on considérait avec raison que le maniement de la guerre, de l'administration et des finances appartenait légitimement au Sénat; et loin d'augmenter les attributions de l'assemblée populaire, on se gardait de mettre en complet mouvement la puissance régulière de celle-ci, alors que déjà elle laissait se manifester en elle un germe dissolvant. S'il est vrai de dire que dans la plus limitée des monarchies, jamais roi n'a joué un rôle aussi nul que le rôle du peuple souverain à Rome, on peut le regretter, sans doute, et sous plus d'un rapport: mais dans l'état actuel du mécanisme des comices, aux yeux mêmes des amis de la réforme, cette nullité de l'assemblée était une nécessité. Aussi ne vit-on jamais Caton et ses adhérents politiques apporter au peuple une motion qui ressortit du pouvoir gouvernant.

232 av. J.-C.

Jamais ils ne tentèrent d'arracher au Sénat, directement ou indirectement, à l'aide d'un vote populaire, les mesures politiques ou économiques qui leur tenaient le plus à cœur, la déclaration de guerre contre Carthage, et les distributions de terres. Que le Sénat gouvernât mal, c'était un malheur: mais le peuple ne pouvait avoir le gouvernement. Non que dans son assemblée ils eussent à craindre la prédominance d'une majorité hostile: tout au contraire, la parole d'un homme illustre, la voix de l'honneur, l'appel de la nécessité se faisaient encore écouter dans les comices, et empêchaient de plus grands dommages ou de plus grands scandales. Le peuple, après avoir entendu Marcellus, laissa l'accusateur à sa courte honte, et élut l'accusé consul pour l'année suivante. Plus tard, il accueillit les raisons établissant la nécessité de la guerre contre Philippe. Plus tard encore, il mit fin à la guerre contre Persée, en élisant Paul-Émile, et lui octroya le triomphe bien mérité. Mais déjà, pour de tels choix et de telles décisions, il fallait l'impulsion de circonstances exceptionnelles: dans les cas ordinaires les masses obéissaient, passives, aux instigations du premier venu; et l'ignorance ou le hasard emportaient la décision.

Dans la machine de l'État, comme ailleurs, tout organe qui cesse de fonctionner, devient une entrave domageable: à ce compte, la nullité de l'assemblée souveraine ne comportait pas de minimes dangers. La minorité dans le Sénat pouvait, tous les jours, et conformément à la constitution, en appeler du vote de la majorité au peuple réuni en comices. Quiconque possédait le facile talent de parler à des oreilles inexpérimentées; quiconque avait de l'argent à jeter trouvait grande ouverte la porte de la popularité, et pouvait se créer une situation, ou enlever un vote, en face desquels l'obéissance devenait nécessité pour le pouvoir et pour les ma-

Désorganisation  
du pouvoir.

gistrats. De là, ces généraux-citoyens, habitués à tracer leurs plans de bataille sur la table d'une échoppe à vin, et du haut de leur science militaire infuse, prenant en pitié les dures fatigues de l'école des camps : de là, ces officiers supérieurs, redevables de leur grade à leur brigade mendiante auprès des citadins de Rome, et que, tout d'abord, il fallait renvoyer en masse, dès que les affaires s'aggravaient : de là les batailles du lac de Trasimène et de Cannes, et la guerre honteusement menée contre Persée ! A toute heure le gouvernement se vit contrarié dans ses pas et démarches, poussé à mal par des votes populaires inattendus, presque toujours, comme bien on le comprend, à l'heure même où la saine raison était de son côté. Mais l'affaiblissement du pouvoir et de la République n'était encore que le moindre des périls sortis de la démagogie. Sous l'égide des droits constitutionnels du peuple s'élevait directement la puissance factieuse des ambitions individuelles. On mettait en avant comme l'expression régulière de la volonté du souverain ce qui souvent n'était que la velléité intéressée de quelque faiseur de motions. A quelle destinée pouvait-elle donc se croire promise, cette cité où la guerre et la paix, la nomination et la déposition du général et des officiers, le trésor, le salut public enfin étaient à la merci d'un caprice de la foule, et de son chef de hasard ? L'orage n'avait point éclaté encore : mais déjà s'amoncelaient et s'épaississaient les nuages, et les premiers coups de tonnerre retentissaient dans le ciel brûlant ! Par le but, par les moyens, les tendances en apparence les plus opposées venaient se confondre dans leurs manifestations extérieures. La politique des grandes familles et la démagogie se faisaient une concurrence égale et également dangereuse par les clientèles plébéiennes, ou par l'adulation à l'adresse de la plèbe. Aux yeux des hommes d'État de la génération

suivante, Gaius Flaminius a passé pour avoir ouvert la voie aux tentatives réformistes des Gracques, et, ajoutons-nous, à la révolution démocratique et monarchique des temps postérieurs. Oubliaient-ils donc que Publius Scipion lui-même, que ce modèle de la noblesse donnant le ton à la morgue des grands, s'était élancé le premier à la chasse aux titres et aux clientèles, et qu'il avait pris contre le Sénat même son point d'appui dans la foule, au profit de sa politique individuelle, je dirais presque dynastique ? Non content de séduire la plèbe par l'éclat de ses talents et de sa personne, il l'avait corrompue par des largesses, et des distributions de grains. Ne s'était-il pas appuyé sur les légions, dont il achetait la faveur par tous les moyens licites ou illucites ? Ne s'était-il pas appuyé avant tout sur sa clientèle haute ou basse ? Perdu dans le nuage de ses rêves, charme et faiblesse à la fois de sa remarquable nature, il ne s'était point réveillé ou ne s'était réveillé qu'incomplètement : il avait cru n'être rien, ou ne vouloir être rien, que le premier citoyen de Rome.

Une réforme complète était-elle possible ? Téméraire qui oserait le soutenir ou le nier. Pour sûr, il y avait urgent besoin d'une amélioration profonde de l'État dans sa tête et dans ses membres ; mais cette amélioration, nul ne l'entreprit sérieusement. Nous voyons bien le Sénat, d'un côté, l'opposition démocratique, de l'autre, essayer de quelques remèdes partiels. D'un côté comme de l'autre, les majorités étaient bien pensantes, et se tendant souvent les mains par-dessus l'abîme qui séparait les partis, travaillaient de concert à réparer les plus dommageables brèches. Mais dès qu'on ne remontait point à la source du mal, à quoi pouvait-il servir que quelques hommes, parmi les meilleurs, écoutassent d'une oreille inquiète les sourds mugissements du flot montant, et se portassent aux digues ? Comme

les autres, ils n'inventaient que des palliatifs ; et leurs plus utiles réformes, le perfectionnement de la justice, le partage des terres domaniales, inopportunément ou insuffisamment conçues, ne firent que préparer de nouveaux dangers à l'avenir. Ils tardèrent à labourer le champ dans la saison propice ; et les semences par eux jetées se tournèrent en ivraie, malgré eux. Les générations qui suivirent, appelées à traverser la tempête révolutionnaire, ont cru voir l'âge d'or de Rome dans le siècle qui suivit les guerres contre Hannibal ; et Caton leur est apparu comme le modèle de l'homme d'État romain ! Mais ce calme n'était autre chose que le silence du vent avant l'orage. Ce siècle fut celui des médiocrités : il ressemble à l'ère du ministère *Walpole* chez les Anglais modernes : mais il ne se trouva point à Rome un *Chatam* pour rajeunir le sang et rétablir dans les veines du peuple le mouvement trop longtemps arrêté de la circulation. Où qu'on porte les regards, on ne voit dans l'antique structure que fissures et crevasses : les bras sont à l'œuvre tantôt pour les fermer, tantôt aussi pour les élargir : nulle part il n'est trace de dispositions prises pour un remaniement ou pour une reconstruction générale de l'édifice. La question qui se pose n'est plus de savoir s'il y aura un écroulement, mais bien quand il aura lieu. Jamais la constitution romaine n'est demeurée plus stable dans ses formes que durant la période qui va de la guerre de Sicile à la troisième guerre de Macédoine et quelque trente ans au delà : stabilité illusoire pourtant, ici comme dans les autres parties de la société romaine. Loin qu'elle attestât la santé et la force, elle était au contraire le symptôme de la maladie à ses débuts, et le précurseur de la révolution prochaine !

## CHAPITRE XII

### ÉCONOMIE RURALE ET FINANCIÈRE

De même qu'avec le vi<sup>e</sup> siècle de Rome l'histoire de la grande cité devient possible, et comporte enfin le récit et l'enchaînement des faits divers<sup>1</sup>, de même désormais l'état économique des Romains nous apparaît d'une façon plus nette et plus précise, et se prête mieux à notre examen. A cette heure aussi la grande propriété s'est constituée dans l'agriculture et dans la finance sous les formes et dans les vastes limites de son développement ultérieur, sans d'ailleurs qu'il nous soit donné d'y faire le départ entre les éléments ayant leur racine dans les vieilles coutumes, ceux qui ne seraient qu'imités de l'agriculture et de l'économie financière des nations civilisées plus anciennes, comme celle des Phéniciens, et ceux enfin qui sont bien réellement le produit de l'accumulation du capital et de l'intelli-

Systeme  
économique  
des Romains.

<sup>1</sup> [C'est ce que notre auteur, avec toute l'école allemande, appelle l'*histoire pragmatique*, par opposition à l'*histoire philosophique*, qui dans les événements ne recherche que les causes et les effets sociaux ou politiques.]